

Brochure n° 3085

Convention collective nationale

**IDCC : 16. – TRANSPORTS ROUTIERS
ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES DU TRANSPORT**

**AVENANT DU 14 DÉCEMBRE 2006
À L'ACCORD DU 5 MARS 1986 PORTANT MODIFICATION
DES STATUTS RÉGISSANT LA CARCEPT PRÉVOYANCE**

NOR : *ASET0750321M*

IDCC : 16

Entre :

L'union des fédérations de transport (UFT) ;
L'union nationale des organisations syndicales des transporteurs routiers automobiles (UNOSTRA) ;
L'union des transports publics UTP,

D'une part, et

La fédération des cheminots collectifs national des réseaux et régions secondaires CGT ;

La fédération des cheminots FO ;

La fédération générale des transports (FGT) CFTC ;

La fédération générale des transports et de l'équipement (FGTE) CFDT ;

Le syndicat national des activités du transport et du transit CFE-CGC ;

La fédération nationale des chauffeurs routiers FNCR ;

La fédération nationale des syndicats de transports CGT ;

La fédération nationale des transports et de la logistique FO-UNCP ;

L'union des syndicats des wagons-lits CGT.

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Considérant la loi du 15 décembre 2005 relative à l'intermédiation en assurance.

Considérant que les statuts de la CARCEPT-Prévoyance doivent être en conformité avec ces dispositions légales avant le 31 décembre 2006.

Considérant par ailleurs la nécessité de nommer un cocommissariat aux comptes, l'institution ayant été désignée entité combinante dans le cadre de la combinaison des comptes des institutions de prévoyance du groupe D & O,

décident en conséquence de ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 2 « Objet » est complété comme suit :

« L'institution peut avoir recours au courtage et déléguer la gestion de tout ou partie des garanties ou des contrats qu'elle assure sur la base des principes définis, en ce domaine, par la commission paritaire ».

Les autres dispositions de cet article restent inchangées.

Article 2

L'article 13 « Commission paritaire » est modifié et complété comme suit :

13.1 Commission paritaire ordinaire

Elle entend lecture du rapport du conseil d'administration rendant compte des opérations d'intermédiation et de délégation de gestion.

Elle nomme pour 6 ans 1 ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants ».

Les autres dispositions de cet article restent inchangées.

Article 3

Entrée en application

Le présent accord est applicable à compter de la date de sa signature, il est annexé à l'accord du 5 mars 1996.

Article 4

Dépôt et publicité

Le présent accord fera l'objet des mesures de publicité prévues par le code du travail et d'un dépôt, à la direction générale du ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, d'une demande d'extension dans les conditions fixées respectivement par les articles L. 132-10 et L. 133-8 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 14 décembre 2006.

(Suivent les signatures.)